CTSD du jeudi 23 juin 2022

Madame la Dasen, vous convoquez ce CTSD avant les vacances scolaires pour préparer la prochaine rentrée des classes. Nous avons l'impression qu'il s'agit de parer au plus pressé.

Votre proposition de compléter le 0,5 ETP à l'école de La Fontaine à Aurillac, afin de concrétiser la mise en place effective d'une autre classe de PS à temps plein, recueille bien sûr l'assentiment de l'équipe qui pourra travailler plus sereinement et mieux prendre en charge l'hétérogénéité de leurs élèves (familles en grande difficulté sociale, famille de migrants de rapatriés...).

Le sort de l'école de Rageade est tout autre. Les enseignant-es sont les victimes d'une élue depuis trop longtemps. Alertés par la FSU, ni les services de la DSDEN, ni ceux de la Préfecture n'ont fait cesser ces agissements scandaleux qui mettent en danger nos collègues. Cela fait des années que cela dure : les personnels partent, seule solution pour iels ; le problème reste. La FSU déplore qu'en tant qu'employeur, Madame la Dasen, vous n'assuriez ni la sécurité ni la protection de la santé de vos agent-es*. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir été alertée. La perte sèche d'un poste ne fera qu'envenimer les choses puisque le collègue sur le poste sera encore plus isolé. Au final, c'est l'Ecole publique qui y perdra. Nous renouvelons la demande formulée lors du dernier CDEN, de transférer l'école, ses postes et ses personnels dans une commune voisine, dont les élus se sont positionnés très favorablement. La FSU renouvelle également sa demande solennelle de protection des personnels. Il y a là urgence absolue.

Par ailleurs, la FSU porte les demandes d'ouverture de postes suivantes :

- **Ecole de Granges de Lanobre** : demande d'ouverture d'un demi-poste pour la rentrée 2022, effectif prévu à 43 élèves pour 2 postes actuellement ;
- **Ecole de Leynhac** : demande d'ouverture d'un demi-poste pour la rentrée 2022, effectif prévu à 14 élèves, alors que l'effectif est de 11 élèves actuellement pour 1,5 poste ;
- **Ecole d'Arpajon-sur-Cère maternelle** : demande d'ouverture d'un poste pour la rentrée 2022, effectif prévu à 162 élèves, alors qu'il était de 151 élèves à la rentrée 2021 avec un poste supplémentaire.

Autre sujet, les IEN sont chargés de réunir précipitamment avant les vacances, les directrices et directeurs pour leur présenter la commande ministérielle et présidentielle portant sur l'évaluation des écoles dans le sillage de l'application de la loi Rilhac et de l'expérimentation

marseillaise. La Profession accueille très mal cette perspective et n'y voit qu'un recul. L'Evaluation faite par les partenaires de l'Ecole passe au grill les établissements et leurs personnels. Même les parents et leurs enfants y prendront part ! Nous ne pouvons que craindre les objectifs sous tendus : déclassement de l'école publique, compétition entre les établissements, recrutement localisé par des directeurs devenus chefs d'établissement ! Tout le contraire du travailler ensemble et du collectif qui constitue le cœur de notre métier, alors que les préoccupations des enseignant-es sont bel et bien ailleurs. Nous n'endosserons pas, via ce dispositif, la responsabilité du naufrage de l'école publique. Il n'y a pas besoin d'auto-évaluation, d'évaluation externe, de questionnaires, de réunions chronophages pour savoir ce qui dysfonctionne dans l'école et qui en sont les responsables. Durant deux ans de crise COVID les agent-es ont tenu leurs écoles à bout de bras, seul-es, sans médecine du travail, sans masques, sans indemnités, sans revalorisation salariale. Nous attendre au bout du tunnel avec l'évaluation des écoles est une cynique provocation. Une de plus.

Quand est-ce que l'institution et ses cadres vont-ils se mettre au travail pour :

- Inverser la baisse des résultats scolaires,
- Rendre son attractivité au métier d'enseignant,
- Remettre sur pied une véritable formation continue,
- Assurer le recrutement d'une médecine du travail,
- Respecter les droits sur la formation et la reconversion,
- Recruter des remplaçants,
- Remettre en place des règles de gestion des personnels transparentes et paritaires.

Que chacun balaie devant sa porte. La profession pourrait également se mobiliser pour revendiquer l'évaluation de son administration et de sa hiérarchie.

* Décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique, article 2-1 : « *Les chefs de service sont chargés, dans la limite de leurs attributions et dans le cadre des délégations qui leur sont consenties, de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité.* »